

## La menace géopolitique chiïte : analyse d'une représentation saoudienne



(Source : <http://newpoliticsreview.wordpress.com/2010/07/>)

*« Les chiïtes sont des demi-juifs cachés. »*

Nayef ben Abdul-Aziz al Saoud<sup>1</sup>. (1933-)

*« Il faut expulser les chiïtes des pays musulmans... certains disent que les chiïtes sont musulmans parce qu'ils croient en dieu et en son prophète... mais je dis qu'ils sont hérétiques... ils sont les ennemis les plus vicieux des musulmans qui doivent être avertis de leurs complots, ils doivent être boycottés et expulsés afin que les musulmans se protègent du mal. »*

Abdullah ben Jabrain<sup>2</sup>.

Comprendre les rivalités sectaro-religieuses entre sunnites et chiïtes n'est pas chose aisée. Il convient toutefois ne pas négliger cet aspect qui influe par bien des égards sur la politique extérieure des États de la péninsule arabique, au premier rang desquels on peut compter l'Arabie Saoudite. Un bref rappel historique de la différence entre ces deux branches de l'islam semble nécessaire avant d'aborder la géographie actuelle du chiïsme dans la région du golfe Arabo-Persique.

À la suite de la mort du prophète Mahomet en 632, de nombreuses luttes pour la succession ont

<sup>1</sup> Prince héritier et ministre de l'Intérieur d'Arabie Saoudite, demi-frère de l'actuel roi Abdallah.

<sup>2</sup> Membre influent de l'establishment religieux saoudien.

abouti à une scission entre les fidèles. Ali ben abi Taleb<sup>3</sup>, quatrième calife de l'islam, est reconnu comme premier successeur légitime par une communauté de fidèles qui deviendra les chiites. C'est avec Hassan et Hussein, tous deux fils de Ali, que commence pour les chiites la lignée des douze imams dont le premier est Ali et le dernier Muhammad, qui n'est pas mort mais aurait été occulté en 874. Là où à l'origine il n'y avait qu'un point de séparation relevant de la généalogie, les imams successifs des chiites ont apporté des règles et des interprétations, qui ont transformé le chiisme en véritable religion dans la religion. Le chiisme s'insère dans une vue d'ensemble à trois étages avec les Kharidjites<sup>4</sup> comme exclus, tandis que les sunnites et chiites se livrent une rivalité de pouvoir au sein de la communauté de croyants. La violence des propos de certains dignitaires religieux s'explique par le fait que pour les sunnites, le chiisme est une hérésie.

De nos jours, la grande majorité des musulmans dans le monde sont sunnites, environ 85%, ce qui fait des chiites une minorité plutôt marginalisée géographiquement, puisque concentrée en grande partie en Iran. Ce pays compte environ 59 millions de chiites, soit 40% de l'ensemble des chiites duodécimains<sup>5</sup> dans le monde. Le poids des représentations est prépondérant lorsque l'on en vient à évoquer les relations actuelles entre sunnites et chiites dans la région du Golfe. Ainsi selon certaines rumeurs qui circulent dans la région, certains chiites se feraient tatouer sur la plante des pieds le nom des premiers califes reconnus par les sunnites, afin de pouvoir marcher dessus dans leur vie quotidienne. Il ne s'agit ici que d'une anecdote, toutefois celle-ci reflète bien les rancœurs qui sommeillent dans la région. Des rancœurs également alimentées par la rivalité millénaire entre arabes et perses.

L'astronome et géographe danois Carsten Niebuhr (1733-1815), envoyé en Arabie par le roi Frédéric V du Danemark en 1762, décrivait des conflits récurrents entre Perses et Arabes « *Comme en général ils n'ont pas beaucoup à perdre en terre ferme, dès qu'une armée persane approche, tous les habitants des villes et villages s'embarquent sur de petits bâtiments, et se sauvent dans quelque île du golfe Persique, ou de ses environs, jusqu'à ce que les ennemis se soient retirés. Car ils sont persuadés que les Persans ne s'établiront jamais sur une côte où ils seraient harcelés par eux et par les autres arabes*<sup>6</sup>. »

Comme évoqué précédemment, il n'a jamais été réellement question d'une présence perse définitive sur la rive sud du golfe Arabo-Persique. Pratiquement toutefois, le roi Abdallah aurait confié à des responsables américains en 2009 ne pas avoir confiance en l'Iran. Aux mêmes interlocuteurs, il aurait raconté sa rencontre avec le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki, à qui il aurait demandé de s'éloigner du Hamas palestinien. Le ministre iranien aurait répondu que les

---

3 À la fois le protégé, le cousin, le fils spirituel, le disciple et le gendre de Mahomet.

4 C'est Ali qui donna ce nom à tout mouvement musulman contestataire.

5 Appellation qui désigne le groupe des chiites qui croient dans l'existence des douze imams. 80% des chiites dans le monde sont duodécimains et ils sont majoritaires parmi les écoles de pensées chiites.

6 Source: Questions internationales: n° 46 - Les États du Golfe, prospérité et insécurité.

relations entre l'Iran et le Hamas s'effectuent sur la base d'un rapprochement entre musulmans. À cette affirmation le roi aurait répondu une phrase lapidaire « Non, ce sont des Arabes, et vous, Perses, n'avez pas à vous ingérer dans les affaires arabes»

Ces propos peuvent induire en erreur, dans la mesure où la rivalité actuelle n'est plus une rivalité entre Perses et Arabes mais bien entre sunnites et chiites, cette dernière étant toutefois héritière de la première. La primauté religieuse que s'arrogue le pouvoir saoudien, grâce à son monopole sur les deux principaux lieux saints de l'islam, augmente les rancœurs iraniennes. En 1986, la police saoudienne avait capturé des agents iraniens qui tentaient d'introduire des explosifs à la Mecque pour déstabiliser le régime des Saouds. Le 31 juillet 1987, bravant les interdictions de manifester, les pèlerins iraniens ont provoqué de violentes émeutes, entraînant la mort de 400 des leurs en 4 jours à peine<sup>7</sup>. Suite à ces événements, l'ayatollah Khomeyni suggéra que l'organisation du pèlerinage soit retiré aux Saouds et confié à une instance internationale.

Cette rivalité religieuse est d'autant plus intéressante qu'elle ne présente pas les acteurs comme deux blocs homogènes se livrant une compétition à distance, mais plutôt comme une présence variable sur de nombreux territoires éloignés les uns des autres, constituant autant de points de friction à l'échelle régionale.

La présence chiite sur le pourtour du golfe Arabo-Persique est indéniable. Face à l'Iran, territoire perse et chiite font face une multitude de monarchies arabes à majorité sunnite, la plupart devant gérer la présence délicate de communauté chiite sur leur territoire. Ces minorités n'ont bien souvent aucun lien direct avec l'Iran, pourtant la crainte d'une manipulation iranienne sur ces populations est grande.

Le roi Abdallah de Jordanie avait formulé en 2004 la notion « de croissant chiite », identifiant un axe allant de l'Iran au Liban en passant par l'Irak et la Syrie. Aux vues de cet axe il apparaît évident que le roi jordanien prenait en considération un alignement chiite mais surtout politique des États concernés sur l'Iran. La Syrie, allié fidèle de l'Iran, le Hezbollah dépendant de son allié iranien, qui prend petit à petit le contrôle de la politique libanaise, et l'Irak qui avec une majorité chiite peut éventuellement constituer un allié politique. Lorsque l'on évoque la géographie du chiisme, il ne faut pas négliger un axe nord-sud épousant la forme du golfe Arabo-Persique. Cet axe avec des communautés chiites dispersées au Koweït, à Bahreïn, en Arabie Saoudite aux Émirats Arabes Unis, ainsi qu'au Qatar, représente un complément géographique à l'axe identifié par le roi jordanien.

Au total, l'Iran représentait en 2005 47% des chiites du Moyen-Orient et du sud de l'Asie centrale. Sa position se verrait réduite à 44% en 2025, en raison de l'accroissement démographique des chiites irakiens, pakistanais et afghans. Malgré ces estimations, l'Iran restera toujours la nation

---

7 Source: [http://www.larousse.fr/archives/journaux\\_annee/1995/49/moyen-orient\\_le\\_retour\\_de\\_saddam\\_husseïn](http://www.larousse.fr/archives/journaux_annee/1995/49/moyen-orient_le_retour_de_saddam_husseïn)

chiite prééminente. Le chiisme duodécimain est religion d'État en Iran depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle et cette communauté y représente la majorité absolue de la population avec 85%. À ce titre il lui est impossible de se désintéresser du sort des chiites vivant dans les autres pays de la région. De plus, l'Iran ne pourrait rester neutre, ne serait-ce que parce que sa neutralité serait interprétée comme un appui tacite des oppresseurs des chiites.

Avant d'entreprendre une analyse des différentes dynamiques chiites régionales, il est primordial de préciser que les rivalités entre sunnites et chiites révèlent de grandes disparités d'approches parmi les musulmans en général. Les pragmatiques et les dogmatiques ne sont pas forcément là où on les attend. Ainsi les mouvements islamistes au Soudan et le Hamas, tous deux sunnites, n'hésitent pas à s'allier à des chiites et à l'Iran pour constituer un rapport de force favorable face aux menaces israélo-américaines, quitte à s'en éloigner ultérieurement. Ces alliances peuvent élargir une grille d'analyse déjà complexe.

#### ■ Géographie du chiisme et dynamiques géopolitiques: le cas de l'Arabie Saoudite

Comme nous l'avons déjà évoqué, la présence chiite tout autour du golfe Arabo-Persique est une source d'inquiétude pour l'Arabie Saoudite, qui se voit menacée dans son environnement régional. À l'échelle nationale, la minorité chiite représente une source potentielle de déstabilisation pour la famille royale. Il n'existe aucune donnée statistique fiable sur le nombre de chiites saoudiens, pratiquement toutefois, il est probable qu'elle représente entre 17 et 20% de la population d'Arabie Saoudite<sup>8</sup>, tandis que les sources officielles évoquent un chiffre beaucoup plus réduit autour de 10%. Les deux tiers vivraient dans la région orientale d'Ash Sharqiyah, plus précisément dans la province d'al Hasa ainsi que dans les villes de Qatif, Dammam et Khobar.

Les chiites sont fortement présents dans la région de Najran au sud du royaume et leur présence est également constatée dans les grandes villes de Djeddah et Riyad. Toutefois, la région orientale où la présence chiite est la plus marquée abrite la plus grande partie des réserves pétrolières du royaume, ce qui en fait un lieu hautement stratégique. À elle seule, elle représente 22% des réserves mondiales et produit 98% des réserves de pétrole saoudien<sup>9</sup>. En ajoutant à ces informations la production industrielle localisée dans la région, on atteint un seuil faramineux de 90% des revenus extérieurs saoudiens provenant de cette région stratégique<sup>10</sup>. Dès lors, une des craintes principales identifiée par Emile Hokayem<sup>11</sup> est que *« l'Arabie Saoudite perçoit l'Iran comme un rival stratégique, politique et religieux qui cherche à l'affaiblir en manipulant sa minorité chiite »*.

---

8 Source: <http://www.moyenorient-presse.com/?p=757>

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

11 Chercheur spécialisé à « l'International Institute for Strategic Studies. »

Suite à cette argument, il convient de s'interroger sur la filiation théologique de cette communauté. Les chiïtes de la province de Najran appartiennent au courant ismélien, les autres sont duodécimains et suivent en majorité<sup>12</sup> l'Ayatollah Sistani à Najaf, en Irak et l'Ayatollah Shirazi à Qom, en Iran. Les relations entre les chiïtes saoudiens duodécimains et leurs guides spirituels à l'étranger sont purement spirituelles et ne relèvent aucunement d'objectifs politiques. Ces filiations sont vues avec une extrême méfiance du côté saoudien. En revanche, les chefs religieux chiïtes du courant ismaélien sont des Saoudiens ayant une assise locale, et sont même considérés par le pouvoir central comme des représentants naturels des citoyens chiïtes.

Cette communauté chiïte est arabe, donc un alignement sur la politique iranienne semble improbable. Toutefois, la faible intégration de cette communauté dans la vie politique et économique du royaume représente un risque élevé en termes de perturbations sociales.

Par le passé, l'agriculture était l'activité principale des populations chiïtes de Najran, al-Hasa et Qatif, mais la transformation de l'économie du pays en économie pétrolière a entraîné une rapide baisse de cette activité, les jeunes délaissant très souvent une activité agricole peu rémunératrice pour se diriger vers le secteur public ou les grandes entreprises dans des villes comme Riyad, Dammam ou Djeddah. Les frustrations n'en demeurent pas moins criantes dans la mesure où les chiïtes dans le royaume restent une minorité marginalisée. En effet, depuis 1960, aucun chiïte n'a été nommé à la tête d'une municipalité. Dans le domaine de l'éducation ce n'est guère mieux, puisque les enseignants d'origine chiïte sont pénalisés voire même proscrits dans certaines universités<sup>13</sup>. Les femmes chiïtes quant à elles ne sont jamais nommées directrices d'écoles pour filles<sup>14</sup>. Au sein du ministère des affaires étrangères, les chiïtes ne sont pas autorisés à postuler pour le corps diplomatique. Les rapports entre les chiïtes et le gouvernement saoudien sont donc marqués par un manque de confiance qui se traduit par une forte marginalisation sociale, économique et religieuse. La révolution iranienne en 1979 a accentué ce clivage en faisant craindre une propagation de l'idéologie révolutionnaire iranienne.

En 1991, le cheikh Safar al Hawali, principal politicien parmi les religieux wahhabites, met en garde les oulémas contre un complot américain visant à l'hégémonie chiïte sur tout le monde musulman, en passant par le démembrement du royaume saoudien et la liquidation du wahhabisme. Tandis que plus récemment, en 2006, le cheikh Salman ben Fahd al-Awda<sup>15</sup> n'hésite pas à accuser les « missionnaires<sup>16</sup> » chiïtes de jouer avec le feu et d'être une menace pour l'islam.

Malgré tous ces éléments, la communauté chiïte du royaume ne peut être accusée d'allégeance

---

12 Environ 70%. (Source: <http://www.moyenorient-presse.com/?p=757>)

13 Dans l'université de l'imam Mohammad ibn Saoud, l'université islamique de Médine et l'université Oum al-Qura à La Mecque.

14 À l'exception d'une nomination en 2009.

15 Figure de l'establishment wahhabite.

16 Source: Hérodote: Le Golfe et ses Emirats, N°133, 2009.

envers un pays étranger, sous aucune forme que ce soit. En effet, durant l'invasion du Koweït, certains Irakiens ont tenté de convaincre les chiites saoudiens d'intervenir au Koweït et de prendre possession de la région est de l'Arabie Saoudite, riche en pétrole, se libérant ainsi du pouvoir de la famille Saoud. Les chiites ont fermement refusé cette idée allant dans la direction opposée, en proposant aux autorités saoudiennes de participer à la protection de la ville frontalière de Khafji qui subissait des attaques irakiennes. Toutefois, il est également envisageable que la fidélité chiite lors de cet événement ait découlé d'une incapacité technique de mener à bien ce projet. La présence massive d'hydrocarbures, qui était censée assurer la viabilité de cette région, en faisait aussi son point faible, dans la mesure où l'Arabie Saoudite aurait entrepris de récupérer cette région prioritairement. Il ne s'agit ici que de pure spéculation, pratiquement toutefois, dans un travail d'analyse il est intéressant d'aborder toutes les possibilités. Quoi qu'il en soit, ce positionnement des chiites avait laissé une impression positive au sein du royaume, puisque le prince Mohamed<sup>17</sup>, gouverneur de la province orientale, avait convié les chefs chiites à une réunion afin de leur transmettre la vive satisfaction du pouvoir.

Il est primordial de rappeler que le magistère religieux détenu par l'Arabie Saoudite l'oblige en quelque sorte à entretenir des relations avec les responsables chiites qu'ils soient iraniens ou d'autres nationalités. Ainsi en 2010, en vue de la préparation du Hajj<sup>18</sup>, l'Iran et l'Arabie Saoudite se sont engagés dans une série de pourparlers diplomatico-religieux par téléphone, et via l'ambassadeur saoudien en Iran, Mohammed ben Abbas al-Kilabi. Celui-ci a d'ailleurs déclaré à cette occasion que l'Iran et l'Arabie Saoudite ont des points communs sur la volonté de vivre ensemble, ce qui nécessite la perpétuation des consultations entre les deux pays.

### ▪ **Le Yémen et les rebelles Houthis**

La présence chiite dans l'est du royaume relève d'une problématique interne. En revanche, l'Arabie Saoudite doit contenir l'influence chiite au nord du Yémen. Dans ce cas précis, il s'agit d'une menace extérieure, et elle n'est bien évidemment pas directement comparable à la présence chiite au sein du royaume saoudien. Néanmoins, ces présences contribuent à un sentiment d'encerclement chiite ressenti en Arabie Saoudite, et c'est en cela qu'il est intéressant de continuer l'identification des dynamiques chiites dans l'environnement immédiat du royaume saoudien. Les chiites du Yémen font partie de la branche zaydite, dont les adeptes reconnaissent Zayd ben 'Ali comme cinquième et dernier imam. Cette branche du chiisme n'est plus présente de nos jours que dans le nord du Yémen, où elle est majoritaire, toutefois à l'échelle nationale ce sont les sunnites qui sont démographiquement plus importants.

---

17 Fils du roi Fahd (r. 1982-2005).

18 Le pèlerinage.

Al-Hâdi Yahya ibn al-Hussein, fondateur du zaydisme dans ce pays, joua le rôle de médiateur dans les conflits tribaux au nord du Yémen où il converti les tribus des montagnes. Il s'installa en 898 à Sa'adah, grande ville du nord, et y régna jusqu'en 911. Durant sa vie il fonda le régime politico-religieux dit « imamat zaydite » qui perdura jusqu'à la révolution républicaine de 1962.

C'est dans cette région du nord du Yémen qu'en 2004 se manifeste un mouvement de contestation mené par Badr Eddine al-Houti<sup>19</sup>. Les perturbations liées à ce mouvement ont par ailleurs entraîné une intervention saoudienne fin 2009. En passant à une échelle régionale, cette révolte dans un État faible politiquement fait craindre que l'Iran prenne pied dans la péninsule arabique. Une crainte avivée par les affirmations du gouvernement yéménite qui présente la révolte comme financée, armée et politiquement appuyée par l'Iran<sup>20</sup>. Ces assertions sont à prendre avec beaucoup de précautions, dans la mesure où le gouvernement yéménite, fragilisé par ce mouvement, tend à jouer sur les peurs régionales afin d'obtenir une assistance financière et logistique de la part des États du CCG et des États-Unis. Il n'existe pas à ce jour de preuves affirmant irréfutablement ces dires.

Cependant, avec plus de 110 morts, 6 soldats capturés, et la rumeur qu'un hélicoptère Apache aurait été abattu par les rebelles, l'Arabie Saoudite a sûrement vu la « théorie » iranienne comme un moyen de justifier les prouesses militaires des houthistes. Des prouesses encore plus humiliantes qu'elles marquent la victoire d'une force asymétrique Low-Cost face à une armée régulière misant tout sur l'hypertechnologie. Ainsi, un battage médiatique a été entrepris afin de populariser l'idée d'une assistance iranienne. En décembre 2009, le quotidien basé à Londres mais appartenant à des saoudiens, « Asharq al-Awsat », rapporte la rencontre entre des hauts responsables des gardiens de la révolution iranienne et des membres du Hezbollah libanais avec les rebelles houthistes, afin de coordonner les opérations militaires contre le royaume saoudien. Déjà plus tôt dans l'année, le président yéménite Ali Abdallah Saleh avait accusé le Hezbollah d'avoir entraîné les rebelles houthistes au maniement des grenades, mines et armes en tout genre. En octobre 2009, le gouvernement du Yémen avait annoncé avoir saisi un cargo iranien transportant des armes anti-chars à destination des rebelles houthistes. De même, selon une dépêche Wikileaks, un haut responsable saoudien aurait évoqué une machination iranienne, basée sur la fourniture de matériel, d'argent et surtout de formation au combat<sup>21</sup>. La réaction de l'Iran fut tout à fait intéressante dans la mesure où le président iranien Mahmoud Ahmdadinejad s'est contenté le 13 janvier 2010 de condamner l'assaut saoudien et « *les actions guerrières, l'utilisation de bombes et d'armes*

---

19 Hussein Badr eddine al-Houti (1956-2004) était un leader religieux de la communauté zaydite. Opposant au gouvernement yéménite et accusé de vouloir se proclamer imam, d'ouvrir des centres religieux non-autorisés, d'avoir créé le groupe armé « Shabab al-Mu'mineen ».

20 Source: U.S. AND IRANIAN STRATEGIC COMPETITION: Saudi Arabia and the Gulf States, by Marissa Allison, December 6, CSIS, 2010.

21 Source: <http://www.wikileaks.nl/cable/2009/12/09RIYADH1667.html>

*automatiques contre des musulmans*<sup>22</sup> ». Certains liens idéologiques existent entre les houthistes et l'Iran: selon le leader religieux houthiste, Issam al Imad, le fondateur du groupe Badr Eddine al-Houti, mort en 2004, était comparable à Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah. Ce même Issam al Imad reconnaît également par la suite la vassalité des rebelles vis-à-vis de l'Iran. Ces éléments cités précédemment suggèrent une relation évidente entre l'Iran et ce groupe rebelle, toutefois il se pourrait bien que le rôle iranien soit plus subtil. David Schenker du « Washington Institute for Near East Policy » considère que le rôle de l'Iran pourrait très bien se limiter à entretenir la flamme du mouvement insurgé au Yémen, sans pour autant en arriver à un support logistique. En réalité, le positionnement de la révolte chiite sur l'échiquier politique yéménite est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Les zaydites ne sont pas tous acquis à la cause de la révolte houthiste, le président yéménite étant lui même zaydite. Qui plus est, un alignement théologique durable sur les chiites iraniens est d'un point de vue religieux peu probable, dans la mesure où les zaydites sont doctrinalement proches des Malékites, une des grandes écoles du droit musulman sunnite.

L'offensive au nord du Yémen fin 2009 a été un échec militaire mais également un échec sur le plan de la politique régionale. Les responsables saoudiens ont déployé très peu d'efforts pour consulter et informer leurs partenaires du CCG concernant les objectifs visés, la stratégie employée et le déroulement de l'offensive. Toutefois, cette entreprise solitaire saoudienne est significative puisqu'elle révèle la domination politique de l'Arabie Saoudite sur ses voisins, qu'elle considère comme sa chasse gardée.

Ce facteur déstabilisateur à la frontière sud du royaume soulève de sérieuses questions pour la politique saoudienne: sur le plan de la géopolitique interne avec tous les enjeux stratégiques dans les rapports de forces inter-familiaux, mais aussi de la géopolitique externe avec la politique régionale qu'est censée mener l'Arabie Saoudite avec ses voisins. À cela, il faut ajouter le degré d'implication iranienne et les réponses politico-militaires à la menace houthiste, et pour finir une question de stratégie militaire à l'échelle interne avec la viabilité de la politique d'achat en armement et ses résultats plutôt médiocres dans les faits.

#### ■ **L'ombre iranienne sur Bahreïn**

À l'est du royaume, l'Arabie Saoudite assiste à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire chiite à Bahreïn. C'est d'ailleurs les troupes saoudiennes qui représentaient le plus gros du contingent intervenu pour réprimer la contestation en mars 2011, démontrant ainsi toute la facilité de projection des forces armées sur un territoire limitrophe. Le petit émirat insulaire compte une population à 70% chiite. Cette implantation religieuse y est très ancienne, puisqu'elle date du califat

---

22 Source: <http://www.washingtoninstitute.org/templateC06.php?CID=1417>

Bouyide<sup>23</sup>. La monarchie sunnite en place à Bahreïn repose sur la famille al Khalifa qui entretient des liens étroits avec l'Arabie Saoudite. Le royaume du Bahreïn fait toutefois face à de nombreux problèmes politiques, religieux, démographiques et économiques.

La démographie galopante<sup>24</sup> fait du royaume un des États où la densité d'habitation est la plus élevée au monde, avec 1857 habitants par km<sup>2</sup>, tandis que la population atteint plus de 1,2 millions d'habitants. L'économie du royaume est tributaire du pétrole qui représente 70% des revenus du gouvernement, et l'épuisement de ces réserves d'hydrocarbures rend la situation économique particulièrement difficile.

Si l'on ajoute à cela les inégalités entre sunnites et chiites, la situation abouti au vent de révolte actuel, poussé par les dynamiques contestataires du « printemps arabe ». Pour l'Arabie Saoudite, ce vacillement de la monarchie bahreïnienne offre une grille de lecture multiple. Au-delà de l'éventuelle chute du premier monarque du « printemps arabe », la contestation populaire et donc la déstabilisation de la monarchie est basée sur un mouvement de contestation chiite. L'implantation géographique au sein du royaume montre clairement une séparation entre les deux communautés religieuses, avec des zones exclusivement chiites, et d'autres exclusivement sunnites. Ce cloisonnement géographique est généralement le symbole d'une défaillance de la structure socio-religieuse de l'État.

L'histoire récente est ponctuée d'incidents liés à la répartition religieuse de la population sur l'archipel. Pour rappel, en 1979, Bahreïn a expulsé le guide spirituel de la communauté chiite du pays, Hadi Modaressin.

Le schéma des révoltes de chiites arabes, majoritaires mais traités comme des citoyens de seconde zone, est transposable sur la partie orientale du royaume saoudien. La crainte d'une contagion a forcément un poids très important dans la décision d'intervenir au Bahreïn, même si la contestation à Bahreïn vise une égalité entre les communautés religieuses, voire la transformation de la monarchie en monarchie constitutionnelle. L'Arabie Saoudite ne peut se permettre d'assister aux concessions d'un monarque régional, ce qui fragiliserait *de facto* son propre pouvoir. À ces éléments il faut ajouter le facteur iranien, qui pourrait récupérer politiquement tout acquis de la communauté chiite à Bahreïn. Selon Paul Dyers<sup>25</sup>, les chiites à Bahreïn sont fidèles à leur pays, mais ils utilisent momentanément tout appui politique extérieur afin d'augmenter la pression sur la famille al Khalifa et de mener à bien leur mouvement de contestation.

Il faut toutefois nuancer ces propos, puisque le 13 décembre 1981, les services de police ont déjoué

---

23 Dynastie musulmane qui régna de 945 à 1055.

24 Le Bahreïn est passé de 170.000 habitants en 1961 à plus de 700.000 en 2003 (source: FAOSTAT YEAR 2005).

25 Chercheur au Dubai School of Government et spécialiste de la région du Golfe.

un coup d'État chiite pro iranien, organisé par le front islamique pour la libération de Bahreïn<sup>26</sup>, qui visait l'établissement d'une république islamique à l'iranienne. À la lumière de ces faits il faut noter que la communauté chiite de Bahreïn n'est pas homogène, elle intègre deux communautés religieuses chiites très différentes l'une de l'autre. Il y a tout d'abord les « Baharna », qui sont des chiites arabes qui représentent les 2/3 des chiites dans le pays, ceux-ci revendiquent le fait d'être les Bahreïnis de souche, tandis que les « Ajams » d'origine perse, qui représentent un tiers des chiites, ont entrepris un rapprochement politique avec l'Iran depuis la révolution. Le mot « *'Ajam* » en arabe était d'ailleurs utilisé pour désigner ceux que les Arabes, dans la péninsule arabique, voyaient comme des étrangers ou des rivaux. C'est donc un rapprochement entre cette communauté et l'Iran qui inquiète au plus haut point le pouvoir saoudien et bahreïni.

### ▪ **Les chiites irakiens: une réalité politique à la frontière nord**

Une autre préoccupation de l'Arabie Saoudite est l'état de décomposition politique en Irak et l'arrivée au pouvoir des chiites, qui fait suite à l'intervention américaine et au renversement du régime sunnite de Saddam Hussein en avril 2003. Les chiites irakiens écartés jusqu'à lors sont pourtant majoritaires en Irak, représentant un peu plus de 60% de la population du pays. Cette communauté est concentrée dans le sud-est de l'Irak, dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate, ce qui leur offre une présence majoritaire sur la seule zone du pays à avoir un accès au golfe Arabo-Persique. De plus, leur présence s'étend dans des proportions moindres jusqu'à la frontière saoudienne.

Les chiites irakiens sont pour la plupart des descendants de tribus arabes, convertis au chiisme au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. La conversion de certaines tribus remonte même au XV<sup>ème</sup> siècle dans le cas des Bani Sallama et Tayy. La particularité de l'Irak par rapport aux autres États arabes de la région est la présence sur son territoire de nombreux lieux saints du chiisme, telle la sépulture de Ali à Nadjaf ou la sépulture d'Hussein à Kerbala qui accueille des millions de pèlerins chaque année. À ces deux précédentes villes il faut ajouter des lieux saints tels la mosquée al Kadhimiya<sup>27</sup> à Bagdad ainsi que la mosquée al Askari<sup>28</sup> à Samarra. Toutefois, malgré l'importance religieuse que peut avoir le territoire irakien, il n'en demeure pas moins que la proportion de chiites d'origine perse autour des villes saintes est uniquement de 5%<sup>29</sup>.

Ce centre de gravité du chiisme à la frontière nord du royaume saoudien est particulièrement inquiétant, qui plus est depuis la prise de pouvoir politique par les chiites en mai 2006. En outre, l'inimitié entre les chiites irakiens et le gouvernement saoudien transparait dans les propos de Bayan

26 Organisation créée à Londres en 1977, et dont le directoire opérationnel se trouvait à Téhéran.

27 Mosquée qui abrite les sépultures des 7<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> imams chiites, Musa al Kadhim et Muhammad al Taqi.

28 Mosquée qui abrite les sépulture des 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> imams chiites Ali al Hadi et Hasan al 'Askari.

29 Source: <http://www.irenees.net/fr/fiches/analyse/fiche-analyse-492.html>

Jabr, chiite et ministre de l'Intérieur irakien en 2005 et 2006, qui a déclaré « *Ce ne sont pas des bédouins montant des chameaux qui vont apprendre aux Irakiens à se gouverner*<sup>30</sup> ».

L'analyste jordanien Hassan Barai considère quant à lui que la majorité chiite en Irak est un cheval de Troie ouvrant la voie à l'influence iranienne dans la région. Dès 2007, un responsable américain de la défense évoquait cet état d'insécurité et de vulnérabilité ressenti par les États du Golfe comme un facteur aggravant entraînant certains contrats militaires<sup>31</sup>. De plus, le retrait progressif des États-Unis devrait augmenter l'influence iranienne en Irak, offrant à ce pays la possibilité de récolter les fruits de son habile agenda régional. En effet, les autorités iraniennes auraient financé de nombreuses activités caritatives en Irak pour s'y implanter durablement, une stratégie déjà employée avec le Hezbollah au Liban. L'Iran aurait également encouragé plus d'un million d'Iraniens à s'installer en Irak, afin de les faire voter aux élections générales du 30 janvier 2005. Il serait trop long d'analyser les stratégies d'influence iraniennes en Irak, toutefois, il convient de préciser que le régime iranien entreprend une politique très active dans ce pays. Ceci fait craindre à l'Arabie Saoudite un alignement politique complet entre l'Irak et l'Iran, qui pourrait avoir pour conséquence une aide massive des chiites irakiens aux communautés chiites à Bahreïn et en Arabie Saoudite. De plus, selon des informations révélées par Wikileaks, l'Arabie Saoudite aurait refusé d'envoyer un ambassadeur en Irak craignant pour sa sécurité; le roi saoudien aurait ajouté qu'il se méfiait du Premier ministre chiite Nouri al Maliki, "*Je ne fais pas confiance à cet homme (...) c'est un agent iranien*".

Cette stratégie iranienne en Irak risque également de se heurter à l'opposition affichée par les communautés sunnites et kurdes du pays. Selon un sondage datant de mi-2010, les 2/3 des sunnites et Kurdes irakiens désapprouvent un rapprochement politique avec l'Iran<sup>32</sup>, un positionnement renforcé par la communauté chiite qui ne se montre guère plus intéressée avec 43% d'opinions défavorables pour seulement 18% d'opinions favorables. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad ne recueille quant à lui que 17% d'opinions favorables parmi la communauté chiite irakienne. Ces statistiques viennent contredire les propos de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak, qui le 8 avril 2006, lors d'un entretien à la chaîne saoudienne « al Arabiya » déclare « *Il y a des chiïtes dans tous ces pays, d'importants pourcentages, et les chiïtes sont en général toujours loyaux à l'égard de l'Iran et non des pays dans lesquels ils vivent* ». Qui plus est, si les statistiques ne devaient suffire, un argument beaucoup plus concret peut être avancé: il s'agit de l'attitude des chiïtes d'Irak, qui durant les 8 ans de guerre contre l'Iran sont restés fidèles à leur pays. L'orientation politique des chiïtes irakiens semble relever de la realpolitik plus que d'une alliance de long terme.

---

30 Source: The Gulf Military Forces in an Era of Asymmetric War Saudi Arabia, Anthony H. Cordesman and Khalid R. al-Rodhan, Center for Strategic and International Studies Arleigh A. Burke Chair in Strategy, June 28, 2006.

31 Source: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/07/27/AR2007072702454.html>

32 Source: [What Arabs Really Think About Iran](http://www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=4222) By David Pollock *ForeignPolicy.com*, September 16, 2010

L'Iran voit en l'Irak instable un moyen de prendre pied dans un pays arabe, ce qui lui ouvre la porte de la péninsule arabique, tandis que les chiites irakiens y voient la possibilité d'asseoir leur légitimité politique naissante. Finalement, ce qui rend ce rapprochement si délicat, c'est le poids de la paranoïa et des représentations anti-chiïtes, véhiculées par les monarchies sunnites de la région.

La présence chiïte dans la péninsule arabique est également notable dans d'autres États, cependant, les proportions sont moindres et le facteur risque d'un point de vue saoudien est également moins important. Pratiquement toutefois, afin d'avoir une vue globale, il convient de ne pas négliger la présence chiïte dans des États comme le Koweït et les Émirats Arabes Unis.

#### ▪ **La communauté chiïte du Koweït**

Dans le cas du Koweït, la population chiïte est estimée à 30%<sup>33</sup>, ce qui ne déstabilise pas la monarchie comme à Bahreïn. La majorité des chiïtes du pays habitent à proximité du littoral, et occupent généralement des emplois de bas niveau de qualification dans le secteur pétrolier. Avec environ 2,5 millions d'habitants, cet État ne représente évidemment pas une menace démographique pour l'Arabie Saoudite. D'un point de vue saoudien, si crainte il y a, elle relèverait plus d'un rapprochement transfrontalier entre les chiïtes koweïtiens et saoudiens que d'une menace individuelle. À ceci, il faut ajouter des coopérations économiques, comme la livraison de pétrole koweïtien à l'Iran, qui doit importer 30% de ses besoins pétroliers<sup>34</sup>. Sur le plan de la politique interne, le Koweït offre un modèle repoussoir pour les autres régimes de la péninsule arabique. La monarchie constitutionnelle, ainsi que l'assemblée législative dont les 50 membres sont élus démocratiquement, sont aux antipodes des orientations politiques des États voisins. Toutefois, cette participation démocratique, en offrant à la communauté chiïte l'opportunité de s'intégrer politiquement, ne fait que renforcer les chiïtes dans leur conviction que les revendications politico-religieuses doivent s'exprimer à travers le prisme national, donc koweïtien, sans interférence externe. Ainsi, le chef du rassemblement des Oulémas chiïtes au Koweït, Sayed Mohammad Baqer al Mahri, a affirmé la loyauté des chiïtes à l'égard de leur pays respectif, « *Notre loyauté va toujours à nos pays. Nous sommes prêts à prendre les armes et à combattre tout agresseur qui les attaquerait* ».

#### ▪ **Les chiïtes aux Émirats Arabes Unis: une équation interne**

Aux Émirats Arabes Unis, où les chiïtes représentent environ 15%, la problématique est tout autre et elle est unique dans sa structure, puisque ce pays accueille une forte immigration iranienne. Le pays formé de 7 Émirats est soumis à des dynamiques internes antagoniques. En effet, les deux

33 Source: <http://www.ambafrance-kw.org/spip.php?article38>

34 Source: Iran: Regional Perspectives and U.S. Policy, Congressional Research Service, January 13, 2010.

Émirats principaux d'Abu Dhabi et Dubaï n'abordent pas la question chiite avec la même approche. Alors qu'à Abu Dhabi la famille régnante al Nahyan entretient une haine des chiites et de l'Iran, Dubaï, Émirat de la famille al Maktoum, entretient depuis très longtemps des relations commerciales privilégiées avec l'Iran. Une coopération qui remonte au début du XX<sup>ème</sup> lorsque la cité de Dubaï n'était qu'un petit port de pêche. Le port vivait principalement du commerce de l'or, des perles, des épices, de la contre bande et des armes avec la Perse. Ces relations allaient préfigurer le lien futur entre Dubaï et l'Iran qui est essentiellement une attache économique. Dans les années 1930, une vague d'Iraniens s'est réfugiée à Dubaï, pour la majorité originaire de l'ouest de l'Iran et fuyant le régime de Reza Chah. Par la suite, au début de années 1980, la révolution islamique a entraîné un nouvel afflux d'immigrés, qui ont pour beaucoup investi dans l'hôtellerie, l'immobilier, les services. Encore plus récemment, la crise qui a frappé l'Iran de plein fouet à partir de 2008-2009 a entraîné un nouvel apport d'immigrants et surtout de capitaux. Ainsi selon un économiste, 20 milliards de dollars ont quitté l'Iran ces dix dernières années et 50% de cette somme est allé vers Dubai<sup>35</sup>. En 2009, Dubaï comptait 350.000 Iraniens, ce qui en fait la troisième communauté dans l'Émirat derrière les Indiens et les Pakistanais. Chaque semaine, environ 200 vols relient la ville aux principaux aéroports iraniens. Tandis que le port de Jebel Ali à Dubaï est une véritable plaque tournante pour les marchandises iraniennes importées, que ce soit des voitures, des produits alimentaires, voire même certaines cargaisons en armes. Au total c'est 6 milliards de dollars annuels qui empruntent les canaux officiels et environ 1,2 milliards en contrebande. Ces rapports étroits avec l'Iran sont un motif de tensions dans les rivalités de pouvoir qui existent au sein des Émirats Arabes Unis. Pratiquement toutefois, il convient de préciser que l'attitude de Dubaï est motivée par une nécessité économique. Contrairement à Abu Dhabi qui vit confortablement des revenus du pétrole, apportant 60 % des revenus totaux du pays, Dubaï ne compte que marginalement sur les revenus de l'or noir, qui représentent uniquement 5% de son PIB.

Cependant, cette présence iranienne à Dubaï fait actuellement face à une évolution majeure. Depuis 2008, la crise économique mondiale a particulièrement affecté la ville, qui représentait et représente toujours un exemple du capitalisme moderne. Pour retrouver sa vitalité économique, Dubaï a du faire appel à l'Émirat d'Abu Dhabi, qui s'est ainsi présenté comme le créancier de son petit Émirat voisin. Ce sauvetage à coup de milliards de dollars a renforcé *de facto* l'influence d'Abu Dhabi à Dubaï, allant même jusqu'à modifier le nom de la plus haute tour du monde, qui devait s'appeler Burj Dubai et qui s'est transformée en Burj Khalifa au nom de l'Émir d'Abu Dhabi, Khalifa ben Zayed al Nahyan. Ce dernier exemple n'est qu'un symbole, toutefois, Paul Dyers<sup>36</sup> évoque le départ de nombreux Iraniens de Dubaï, poussés à quitter la ville par une politique anti-iranienne initiée par

---

35 Source: <http://www.lepoint.fr/actualites-monde/dubai-entre-deux-peurs/924/0/197416>

36 Spécialiste au Dubai School of Government (extrait d'un entretien à Dubaï).

Abu Dhabi. Il est beaucoup trop tôt pour estimer le nombre total de départ d'Iraniens, en revanche c'est une dynamique qui est ressentie par les Dubaïotes depuis quelques mois, et qui indique une grande modification des rapports de forces internes aux Émirats Arabes Unis. Cette politique plus stricte édictée d'Abu Dhabi devrait ravir l'Arabie Saoudite, dans la perspective de contenir financièrement l'Iran.

### ▪ **Le prolongement chiite syro-libanais**

Le régime iranien peut également compter sur deux alliés chiites à la fidélité éprouvée: la Syrie, ainsi que le parti politique<sup>37</sup> libanais, le Hezbollah. En ce qui concerne le régime syrien de Bashar el Assad qui est lui même chiite-alaouite<sup>38</sup>, nous sommes face à une minorité accaparant le pouvoir politique, alors même qu'elle ne dépasse pas les 13% de la population totale<sup>39</sup>. La Syrie agit au nom de la défense de ses intérêts et non au nom d'une idéologie alaouite, théologiquement alignée sur l'Iran. Cette alliance s'explique en partie par une volonté historique de faire contrepoids à la puissance irakienne, rivale baasiste sous Saddam Hussein. D'ailleurs, la Syrie a été le seul régime arabe à soutenir l'Iran pendant sa guerre contre l'Irak de 1980 à 1988. Aux vues de son influence au Liban ainsi que sa proximité géographique avec Israël, la Syrie occupe un rôle prépondérant dans les efforts de paix dans la région. Au Liban, le Hezbollah est l'acteur principal<sup>40</sup> représentant la communauté chiite du pays. Bien qu'aucun recensement ne permette de l'attester, la communauté chiite représente aujourd'hui 35%<sup>41</sup> de la population libanaise voir même plus. Ceci est le résultat d'une forte croissance démographique de cette communauté, associée à un taux d'émigration élevé pour les communautés chrétiennes. Cette modification de la composition religieuse du Liban se traduit par des difficultés politiques, ainsi qu'une transformation des rapports de forces internes, avec un affaiblissement de « l'alliance du 14 mars » qui regroupe des partis chrétiens et sunnites. L'Arabie Saoudite, qui est proche de cette alliance (notamment de Saad Harriri le leader sunnite et ex-Premier ministre) assiste à l'émergence de l'influence iranienne au Liban via le Hezbollah. Cette émergence de l'Iran correspond également à la décroissance de l'influence saoudienne dans le pays. Sur le plan des représentations, le parti chiite libanais, qui s'est placé comme l'adversaire le plus sérieux à Israël depuis la guerre au Liban de 2006, offre à l'Iran ce que l'Arabie Saoudite n'a pas, c'est à dire un statut et une réputation de combattant valeureux face à l'ennemi israélien. Un atout qui peut être très utile pour gagner le cœur des peuples arabes.

---

37 Le Hezbollah est également une milice.

38 Une branche du chiisme, descendants des disciples d'un visionnaire ismaélien iranien, mort vers 883.

39 Source: <http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2006/71432.htm> (statistique incluant les Alaouites, Ismaéliens et les chiïtes duodécimains).

40 Le parti Amal n'étant plus en mesure d'opposer une résistance, et ce malgré le rôle prépondérant de leur leader Nabih Berry qui est président du parlement.

41 Source: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/le.html>

## ▪ Conclusion

En abordant la géographie humaine du chiisme, il en ressort inexorablement le même constat. D'après le prisme saoudien, les communautés chiites sont vues comme des facteurs risque qu'il faut intégrer dans une équation régionale, et ce afin d'identifier les réelles capacités de projection politique de l'Iran. Cet État place ses pions tel un joueur de Go, n'hésitant pas à élargir son cercle d'influence bien au-delà de la région du golfe Arabo-Persique, en se rapprochant notamment du Soudan et même des îles Comores. Le régime iranien adopte une stratégie multiple, activant le facteur religieux chiite mais aussi profitant de toute opportunité politique ayant un avantage stratégique, comme le rapprochement avec le Hamas sunnite.

Afin d'assurer la pérennité des systèmes monarchiques, et de contrer l'influence iranienne ainsi que les revendications chiites régionales, les États du Golfe tentent d'offrir une réponse unique via un rapprochement politique régional. Cependant, la prépondérance de l'Arabie Saoudite et les craintes identitaires des petites monarchies du Golfe peuvent constituer à l'avenir un obstacle dans l'apparition d'un front arabe uni au sein du CCG. Dès lors, la politique régionale de l'Arabie Saoudite devra prendre en considération les caractéristiques propres de chaque État membre du CCG, mais aussi les revendications issues des dynamiques géopolitiques régionales.